

4 - LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION : MAGHREB - MAKRECH

Exceptionnellement, nous rompons le cadre sectoriel pour nous intéresser globalement à un ensemble géographique. C'est le président de la Tunisie qui a été un des plus actifs dans la préparation du Sommet mondial de la société de l'information qui s'est tenu à Genève sous l'égide de l'Union internationale des télécommunications. Mais les débats qui ont eu lieu à cette occasion mettent en évidence le retard et les contradictions de la zone. Par ailleurs, la guerre menée en Irak par la coalition américaine provoque dans ce pays, et dans toute la région, de profonds bouleversements. Enfin, ces événements dramatiques ont des répercussions sur l'Occident. Nous ferons donc successivement un constat de la situation et un bilan provisoire des changements en cours. Nous exposerons en particulier comment la guerre en Irak était largement une « info-guerre ».

Contradictions

Michel Berne

Il peut paraître présomptueux de mettre dans une même catégorie les pays qui vont du Maroc à l'Afghanistan. Quoi de commun entre ce dernier pays tribal et enclavé et la Tunisie, largement modernisée et ouverte sur le monde ? Quoi de commun entre les richissimes Emirats arabes unis et le pauvre Yémen ? Ou encore entre le rigoriste berceau de l'Islam, l'Arabie Saoudite et le Liban multiconfessionnel ou encore Israël ? L'histoire les rapproche et, comme on l'a dit dans le cas de l'Europe, ils forment une « communauté de destin ». D'autres éléments partagés en font un ensemble original : une zone géopolitique instable, paralysée depuis longtemps par les conflits internationaux, les guerres civiles et l'extension du terrorisme ; sauf exception, pas de démocraties et des régimes inamovibles ; une richesse pétrolière inégalement répartie, mais qui pèse sur l'économie et la politique mondiales ; une population jeune, voire parfois une démographie galopante ; des pays d'émigration massive, ou d'immigration également massive, temporaire ou pratiquement définitive ; enfin de grandes villes entourées de déserts dans un environnement naturel difficile avec son lot de calamités.

Un bilan très contrasté

Les chiffres publiés par l'UIT et reproduits ci-dessous montrent le retard global de la zone en matière d'accès aux TIC. De plus, un *Rapport sur le développement humain dans le monde arabe*, publié en octobre 2003 sous l'égide du programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et du Fonds arabe pour le développement économique et social, souligne trois problèmes

L'année des TIC 2003 :

Télécom - Electronique - Informatique - Médias - Internet

dans la région : la liberté d'expression, l'accès au savoir et l'émancipation des femmes. (*Le Monde*, 23/10/03). Ceci est confirmé par le bilan de l'ONG Reporters sans frontières : la zone est, sauf exception, un trou noir pour la liberté de la presse. Le Koweït est le premier pays arabe dans son classement, au 102^{ème} rang mondial¹.

Il existe trois cas principaux pour expliquer cette situation. Le premier est celui de pays très pauvres pour lesquels tous les indicateurs, dans tous les domaines, sont au rouge. Le second est celui de sociétés où les innovations techniques sont acceptées, mais leurs conséquences sociales sont bloquées. Le troisième cas correspond à des régimes politiques autoritaires qui entendent contrôler l'information. Naturellement, les trois possibilités peuvent se combiner.

L'Arabie saoudite fournit un bon exemple du deuxième cas. Jusqu'à une date récente, les ressources financières du royaume étaient suffisantes pour payer la plupart des projets de développement. Et pourtant, le téléphone, les médias et internet y étaient (et restent aujourd'hui) sous contrôle étroit. Le troisième cas est typiquement celui de l'Irak qui sera développé au paragraphe suivant.

L'indicateur « Accès numérique » (DAI) de l'UIT - 2002

1 ^{er} groupe	2 ^{ème} groupe	3 ^{ème} groupe	4 ^{ème} groupe
Israël 0,70	Emirats arabes unis 0,64 Bahreïn 0,60 Qatar 0,55 Koweït 0,51	Liban 0,48 Turquie 0,48 Jordanie 0,45 Arabie Saoudite 0,44 Iran 0,43 Oman 0,43 Libye 0,42 Tunisie 0,41 Egypte 0,40 Palestine 0,38 Algérie 0,37 Maroc 0,33	Syrie 0,28 Yémen 0,18

Source : <http://www.itu.int>

La déréglementation des télécommunications n'a que partiellement touché les pays de la zone². Partout les opérateurs historiques restent majoritairement détenus par les Etats, mais

¹ Israël est 44^{ème} et la Turquie 115^{ème}. Source : <http://www.rsf.org>

² Tania Harvey, No middle ground, *Telecommunications International*, octobre 2003

L'année des TIC 2003 :

Télécom - Electronique - Informatique - Médias - Internet

l'ouverture de leur capital est en marche. 30 % de l'opérateur saoudien STC ont été vendus en 2003, rapportant 4 milliards de dollars à l'Etat. Ces opérations de vente d'actifs sont parfois difficiles à réaliser : le gouvernement turc a jusqu'à présent échoué à vendre une partie de Turk Telekom et Israël a du mal à privatiser Bezeq, qui appartient encore à 51 % à l'Etat.

L'Arabie saoudite est encore sous un régime de monopole (comme d'autres pays du Golfe – le Qatar, les EAU etc.) mais devrait voir l'introduction de la concurrence en 2004³. Le monopole saoudien STC investirait de l'ordre de 15 milliards de dollars par an pour se préparer à affronter de nouveaux entrants. Sa filiale mobile Al Jawal devrait offrir le GPRS en 2004 et baisser ses prix. Un appel d'offres a été lancé pour quatre licences nationales (tout le trafic international passant par STC) et il a attiré 27 candidats. Dans un pays aussi vaste, peu dense et désertique (l'ADSL ne pourra être déployé que pour 50 % des lignes), des solutions de type VSAT sont attractives.

La Syrie fournit aussi un bon exemple des évolutions en cours⁴. STE, l'opérateur historique, devrait être démantelé et la création d'un régulateur indépendant est prévue. Pour le moment, il n'y a aucune urgence puisque STE est seul fournisseur de services fixes, mais l'opérateur a lancé un plan de modernisation ambitieux. Les services mobiles sont fournis par Syriatel et Spacotel sous contrat de BOT⁵ avec STE. Les prix des services mobiles sont définis ensemble par les opérateurs et STE, ce qui imite évidemment la concurrence ! Syriatel est une co-entreprise entre des intérêts syriens et Orascom, mais ce dernier s'est retiré suite à un conflit avec l'autre actionnaire. Spacotel est une filiale d'Investcom, qui appartient à des intérêts libanais et saoudiens.

La situation libanaise dans les mobiles est extrêmement confuse. Le gouvernement avait révoqué les licences des deux opérateurs existants (Libancell et Cellis), mais leur contrat a été prolongé plusieurs fois pour de courtes périodes au moins jusqu'en 2004.

La pénétration mobile va de 99 % en 2002 en Israël à 0 % en Irak. L'ouverture du marché avec l'attribution de licences mobiles supplémentaires se fait lentement mais sûrement. En 2003, Bahreïn a attribué une licence à MTC-Vodafone ; l'Iran a établi une *short list* pour offrir une 2^{ème} licence ; l'Arabie saoudite se dispose à en faire autant en 2004. Certains marchés dans les pays les plus riches sont très évolués : ainsi Wataniya, opérateur mobile koweïtien, dans la foulée du développement du GPRS, a lancé les MMS et signé un accord avec les fournisseurs de contenu Buongiorno-Vitaminic et CoolZone en 2003. Etisalat a lancé la 3G début 2004 aux Emirats Arabes Unis.

Le téléphone fixe, mais surtout mobile, joue un rôle significatif dans le maintien des réseaux sociaux pour les groupes que forment les femmes et les immigrés. Le téléphone est un des seuls liens avec l'extérieur pour les femmes qui sont souvent cloîtrées à la maison ou sévèrement surveillées dans les sociétés conservatrices. D'ailleurs, en Arabie saoudite, avoir un portable est mal vu pour une jeune fille. Pour leur part, les émigrés et les immigrés maintiennent les liens avec leur

³ CommsMEA, octobre 2003

⁴ Business Week, 25 mai 2003

⁵ Build, Operate and Transfer

L'année des TIC 2003 :

Télécom - Electronique - Informatique - Médias - Internet

pays d'origine grâce au téléphone. La structure des appels internationaux reflète fidèlement les flux d'émigration vers le Golfe à partir de l'Égypte et du sous-continent indien. Il en va de même entre la Turquie et le Maghreb d'une part et l'Europe occidentale d'autre part.

Les radios et télévisions sont généralement sous étroit contrôle. Même dans un pays ouvert et divisé comme le Liban, la chaîne Futur TV est victime d'intimidations. En Iran, 15000 paraboles ont été saisies en 2002, mais cela n'empêche pas leur prolifération. Si la télévision afghane a repris ses émissions en 2002 après une interruption de cinq ans, les chaînes étrangères ont été interdites dans les lieux publics en 2003 dans la province de Herat. La presse, malgré certains titres prestigieux, souffre des hauts taux d'analphabétisme rencontrés dans beaucoup de pays. Elle subit une censure sévère ou s'autocensure, sauf exception. L'édition, autrefois florissante à Beyrouth ou au Caire, n'est plus que l'ombre d'elle-même.

Internet a plusieurs visages. Officiellement, il est encouragé mais il est très sévèrement surveillé et les fournisseurs d'accès (FAI) ont à surmonter d'énormes problèmes techniques, réglementaires et commerciaux. Plusieurs FAI ont une existence juridique précaire voire sont simplement tolérés dans une semi-illégalité. Mais la situation change vite : le dégroupage de la boucle locale est en service en Égypte et Bahreïn a ouvert l'accès internet à la concurrence.

Au départ la toile n'était accessible qu'aux élites urbaines, mais son expansion est rapide. Hélas la grande masse des contenus qu'on trouve sur la toile est en anglais et fournie par les pays occidentaux⁶, donc mal adaptée aux besoins locaux. De plus, dans des sociétés où de violents débats ont lieu entre intégristes et modérés et entre conservateurs et modernistes, chaque groupe essaie de mobiliser l'opinion, qui est de toute façon mal informée par les médias officiels. En Iran, selon un documentaire de Reza Haeri, *Imamzadeh Internet*, diffusé sur Arte en octobre 2003 :

« La fièvre [de l'internet] a gagné jusqu'aux mollahs ! Tandis que garçons et filles se rencontrent tard dans la nuit sur des forums de discussion, d'autres utilisent internet comme relais des journaux interdits. Le gouvernement a essayé de bloquer certains sites, mais les codes sont aussitôt contournés par les petits génies de l'informatique »⁷.

Selon les pays, ce sont les groupes intégristes ou les « libéraux » qui disposent d'une marge de manœuvre plus importante : les autres voient leurs sites fermés et leurs responsables jetés en prison. Les sites établis par les diasporas à l'étranger ou par les organisations internationales prennent alors le relais. Le conflit palestinien a ainsi des ramifications sur la toile dans le monde entier.

Dans ce contexte, l'implication active de la Tunisie dans les processus du Sommet mondial de la société de l'information a donc été remarquée et souvent contestée. On se souvient

⁶ Seulement 1 % des contenus du *world wide web* serait en arabe.

⁷ Catherine Humblot, Regards intérieurs sur la société iranienne, *Le Monde*, 25 octobre 2003

L'année des TIC 2003 :

Télécom - Electronique - Informatique - Médias - Internet

particulièrement de la condamnation à la prison de Zouhair Yahyaoui qui avait fondé un site internet critiquant le gouvernement.

Des opérateurs actifs

Il serait malgré tout injuste de s'arrêter sur la description faite précédemment. Partout où l'éducation et la richesse sont présentes si la parole et l'initiative privée sont un tant soit peu libres, de remarquables initiatives apparaissent.

Plusieurs opérateurs puissants sont apparus dans la région, comme l'égyptien Orascom et le koweïti MTC. Orascom, qui a une gestion très dynamique de ses investissements, a eu, ou détient encore des filiales dans beaucoup de pays africains (revendues pour la plupart), du Moyen-Orient et au Pakistan.

Thuraya est un des plus intéressants opérateurs de satellites de télécommunications personnelles. Contrairement à Iridium et Globalstar, la société ne fournit ses services que dans une zone allant du Bangladesh au Sénégal en passant par l'Europe du Sud. Thuraya a lancé un deuxième satellite en 2003.

Dans le domaine des médias, ce sont les télévisions qui font parler d'elles. La plus célèbre est la chaîne d'information Al-Jazira, créée en 1996, qui a une politique éditoriale largement indépendante. Elle a gagné sa reconnaissance internationale lors de la guerre en Afghanistan mais son expansion coûte cher à son propriétaire, l'émir qatari Cheikh Hamad ben Khalifa Al-Thani qui cherche à la privatiser. Depuis 2003, elle a une concurrente avec la chaîne Al-Arabiya du groupe MEN (Middle East News) qui possède deux autres télévisions, MBC et MBC2. Au niveau régional on peut aussi mentionner la chaîne nationale Abu Dhabi TV créée en 1984. Les gouvernements d'Egypte, du Liban, des Emirats et de Jordanie ont créé des « zones franches pour les médias » pour accueillir de nouvelles télévisions privées diffusées par satellite comme l'égyptienne Dream TV. Ces chaînes sont un défi permanent pour les censeurs locaux.

Et à Doubaï, pays richissime, «les factures, les formalités, les amendes, tout est réglé par internet⁸».

Enfin il faut citer le « miracle israélien » de la high-tech, déjà ancien. Grâce à des universités et centres de recherche très performants et à ses nombreux liens dans le monde entier, ce pays se situe au niveau des meilleurs pour le développement des technologies internet (messagerie instantanée, cryptographie etc.).

⁸ Véronique Maurus, Les mille et une nuits de Dubaï, *Le Monde*, 19 octobre 2003.

Les Etats-Unis en Irak

Carl Storz

La guerre menée en Irak par la coalition anglo-américaine a trois types d'effets : sur l'Irak, d'abord, où la liberté de parole retrouvée a généré de nombreuses initiatives ; sur les Etats-Unis aussi, qui savaient leur initiative impopulaire et risquée et qui ont essayé de gérer au mieux le compromis entre leurs impératifs stratégiques et militaires d'une part et l'adhésion de l'opinion publique dans le monde d'autre part; sur le secteur de la communication enfin, appelé à reconstruire ce malheureux pays.

La guerre en Irak, aussi appelée «la deuxième/troisième guerre du Golfe », serait pour certains «la première guerre Internet véritable » ou «la première guerre numérique ». Elle a été lancée par la coalition anglo-américaine le 19 mars 2003 et s'est «terminée » le 1^{er} mai 2003. Les nouvelles technologies, dont les TIC, y ont joué un rôle très important. Elles ont été utilisées, bien sûr, pour l'effort de guerre en lui-même, mais aussi par les mouvements de soutien ou d'opposition à la guerre, pour l'information (ou la désinformation) et pour la communication. Il est également très intéressant de considérer leurs implications et les impacts qu'elles ont sur la société surtout du côté de l'Occident car il est difficile d'avoir des informations sur les Irakiens, la guerre et les TIC.

Pour rappel, les télécommunications en Irak avaient été très endommagées pendant la première guerre du Golfe et leur reconstruction a été difficile suite aux sanctions imposées par l'ONU⁹. L'accès à internet a été ouvert en 2000 par l'ex-Président Saddam Hussein, mais sous strict contrôle du Ministère de l'Information. Il existait 30 « Centres internet » dans tout le pays. Quant à la téléphonie, le réseau fixe comptait 675 000 lignes pour une population d'environ 23,5 millions d'habitants. La région autonome kurde était légèrement mieux dotée et surtout un peu plus libre du contrôle de Bagdad. Elle avait la possibilité de passer par un satellite turc, une solution mais une solution chère aussi.

Applications militaires

Les TIC ont servi tout d'abord aux militaires dans toutes les actions relatives à la guerre – la collecte de renseignements, la communication, le combat en lui-même, la guerre informationnelle et psychologique. Plusieurs technologies ont joué un rôle déterminant : réseau Ethernet sans fil, IP, constellations satellitaires, GPS, ordinateur portable robuste, et microprocesseurs.

⁹ Voir : *L'internet sous surveillance*, juin 2003, p.85 sur www.rsf.org

Et Télécoms Sans Frontières : *Mission Irak*, avril-juillet 2003 :

<http://perso.wanadoo.fr/tsfi/pdf/irak.pdf>

Reconstruction des infrastructures de télécommunications

Dépassées et insuffisantes avant, détruites pendant, les infra-structures irakiennes étaient à reconstruire après la guerre. Les opérateurs satellites internationaux ont été les premiers à en profiter comme Iridium, Globalstar et Thuraya. Iridium dispose en plus d'un accord de longue durée avec le *Department of Defense* américain.

Dans le domaine des mobiles, l'autorité transitoire a attribué trois licences GSM pour deux ans : au Nord à Asia Cell (déjà opérateur en pays kurde, avec Wataniya Telecom, Koweït), au Sud à Atheer Telecom (MTC, Koweït) et au centre à l'Égyptien Orascom. Une controverse publique a alors éclaté aux États-Unis où les tenants de la technologie concurrente CDMA se sont indignés que leur pays ait choisi « une technologie française dépassée¹⁰ », ce qui était encore à l'automne 2003 l'injure suprême. Orascom a de plus choisi Alcatel comme un de ses fournisseurs d'équipements de réseau.

La guerre en Irak représente une grande première avec la mise en réseau du terrain et de tous les acteurs, ce qui a permis ainsi un nouveau type de guerre : le *network centric fighting*. La communication et l'information dans tous les formats (texte, images, vidéo, voix, partout accessibles, et mis à jour), étaient censées remplacer le besoin d'un nombre massif de troupes suivant le plan élaboré par le Secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld. Des postes de commandement ont été montés dans des tentes sur les champs de bataille.

Le centre de commandement principal (Centcom) installé à Doha au Qatar a entièrement géré la crise, à distance et en temps réel, grâce à un outil conçu et mis au point par Raytheon. Il utilise un réseau local en fibre optique et les liaisons satellitaires. Il est capable d'acheminer de la vidéo en temps réel sur IP même sur un poste de travail, et s'interconnecte avec tous les moyens de renseignements et de transmission des armées sur le terrain du conflit. Les renseignements ont été collectés par plusieurs moyens et diffusés sur plusieurs supports : courriel, sites web, *chat* et visioconférence, le tout interconnecté, et accessible par tous les concernés.

La recherche dans le domaine de la défense fait toujours progresser les sciences et les technologies mais certains matériels et logiciels développés dans le domaine commercial (grand

¹⁰ Selon les dires du membre du Congrès américain Darrel Issa (Républicain)

L'année des TIC 2003 :

Télécom - Electronique - Informatique - Médias - Internet

public) ont été employés. Le développement prend du temps et coûte cher mais l'adaptation n'est pas facile non plus. Toutefois, la réalité a démontré certaines faiblesses des technologies :

- le climat très chaud ne convient pas au matériel informatique,
- les pannes sont inévitables,
- l'interopérabilité n'est pas sûre même si l'interopérabilité interalliée est normalisée par l'Otan,
- l'identification précise des amis et de l'ennemi reste difficile,
- la guerre « propre » sans victimes n'est pas une réalité.

La 4^{ème} Division d'infanterie américaine, présente en Irak, a reçu le surnom de *Digital Division* à cause de son équipement high-tech. Ses véhicules Humvee disposent d'une console de navigation et de communication avancée.

Autres sources

- Pour des informations plus précises sur des nouvelles technologies et la guerre voir : *MIT Technology Review* « The Technology of the War » accessible sur enregistrement gratuit à : <http://www.technologyreview.com>
- Joshua Davis, "If We Run Out of Batteries, This War is Screwed ", *Wired*, n°11 juin 2003 http://www.wired.com/wired/archive/11.06/battlefield_pr.html
- www.military.com, et www.defendamerica.com (site lancé par le Pentagone)

Soutien et opposition à la guerre

Les TIC ont servi également à approuver ou s'opposer à la guerre, ou soutenir les troupes. On a envoyé des courriels, affiché des messages sur les forums, signé des pétitions en ligne ou envoyé des prières en ligne. *Rightmarch.com* a été lancé pour contrer le site de gauche *moveon.org*. L'opposition à la guerre s'est appropriée aussi les TIC et s'est organisée rapidement. En six mois l'opposition à la guerre a atteint le même nombre de personnes qu'en 4 ans et demi dans le cas de la guerre du Viêt-nam. Les pays arabes ont aussi vu une augmentation du trafic pour discuter de la guerre et pour exprimer librement différentes opinions dans des forums ou des *chats* alors que souvent les médias y sont contrôlés par l'Etat.

L'année des TIC 2003 :

Télécom - Electronique - Informatique - Médias - Internet

Des sites web dans plusieurs pays du monde ont été créés par des étudiants, partis politiques ou des célébrités. Le ministère des affaires étrangères en France a aussi lancé un site internet contre la guerre¹¹. Un portail anti-guerre qui s'appelle Electronic Irak a fait aussi beaucoup parlé de lui. Le groupe américain, MoveOn.org (750 000 membres au 2/03/03, deux millions début 2004), a organisé une « marche virtuelle » sur Washington D.C. qui consistait à inonder le Congrès, la Maison Blanche et l'Administration d'appels téléphoniques, de télécopies et de courriels (un million en un jour). Organiser des manifestations importantes a été facilité par le courriel et le téléphone portable. Dans le cas où l'utilisation de ces moyens était contrôlée ou les manifestations interdites, on passait par le SMS. Lors de la visite du Président Bush à Londres au mois de novembre 2003, l'opposition a manifesté en faisant usage des TIC. Les manifestants appelaient par téléphone portable pour informer de la localisation du Président. Les « modérateurs » du site web ont pu appeler des protestataires à intervenir sur le moment¹².

L'information et les médias

Les médias traditionnels et leurs sites web ont été très sollicités pour les informations sur le conflit comme c'est souvent le cas en temps de forte actualité. L'information a été aussi une arme de guerre, elle a été très contrôlée et manipulée. Le trafic vers beaucoup de sites a atteint des niveaux records et a parfois fait « planter » les serveurs.

D'après une étude de l'institut de recherche Pew¹³ sur l'internet et la guerre en Irak, menée aux Etats-Unis dans les six jours suivants le début des hostilités, la télévision a été la première source d'information sur la guerre pour une grande majorité de la population ; internet a été la dernière. Trois quarts des internautes américains ont utilisé internet au sujet de la guerre pour rechercher de l'information, surtout sur le site de leur télévision préférée, échanger leur opinion et discuter par courriel, chat, etc. Un petit pourcentage est allé voir d'autres sites d'information à la recherche de plus de variété ou de la chronologie (timeline) des événements. Ce sont les internautes confirmés, ceux munis d'une connexion haut débit, ou ceux qui se sont opposés à la guerre qui ont le plus utilisé l'outil.

On pouvait trouver toutes sortes d'informations sous forme de texte et d'images sur le web ou de sources « officielles et reconnues » ou de groupes et individus qui prennent la parole :

- l'opération « choc et stupeur », les entretiens avec des militaires, le changement de régime ;
- le coût et les conséquences économiques de la guerre ;
- les noms de toutes les victimes, civiles et militaires de tous les côtés ;
- le problème humanitaire ;
- l'Irak, son régime ;
- les réactions etc.

¹¹ <http://specialdiplomatie.fr>

¹² « Chasing Bush », www.interwebnet.org

¹³ <http://pewinternet.org>

L'année des TIC 2003 :

Télécom - Electronique - Informatique - Médias - Internet

- des informations présentées d'une manière humoristique ou satiriques¹⁴ ; on trouvait aussi toutes sortes de blagues, parodies, etc.

La couverture médiatique et surtout les images de la guerre ont d'emblée posé problème. Les médias américains et britanniques ont pratiqué de l'autocensure en ne montrant pas de soldats morts de leur camp. Toutefois, la télévision irakienne a filmé des prisonniers et victimes américaines ; ce film a été diffusé le 23 mars sur *Al-Jazira* puis rediffusé sur le site allemand *ish.com*. La couverture de la guerre en Irak dans les quotidiens français a été l'objet d'une analyse qui montre que les journalistes ont transposé l'atmosphère anti-Bush et anti-guerre en dépassant les faits, insistant sur des obstacles plutôt que les avancées des armées de la coalition, ou une résistance héroïque irakienne, un borbier dans le désert et une guérilla à Bagdad qui n'ont pas existé¹⁵.

Pour le problème des images voir « Propagande de guerre : des exemples, dont l'Irak » par F.B. Huyghe, 31 mars 2003 sur le site de [vigirak.com](http://www.vigirak.com) à :

http://www.vigirak.com/article.php3?id_article=121

Quelques nouveautés médiatiques à noter

La chaîne de télévision Al-Jazira a lancé une version anglaise de son site web¹⁶, qui était néanmoins en préparation avant la guerre. Il a enregistré des pics de trafic pendant la guerre, faisant saturer les serveurs. L'agence Reuters a lancé une fenêtre vidéo, Reuters Television, impressionnante en qualité d'image avec un flux d'images brutes, sans commentaires et inédites. La télévision fonctionne toujours mais on n'a pas accès aux archives. On peut faire toutefois une recherche pour trouver un événement spécifique, et visionner la vidéo¹⁷. Sur les sites de LCI, de CNN ou d'ABC on trouvait la même chose mais ces sites sont devenus payants. Le site du Pentagone mentionné ci-dessous, consacré aux informations sur la guerre contre le terrorisme mérite d'être vu pour l'utilisation des différents supports multimédias. Le *Rich site summary* ou RSS, un format léger de XML qui permet de partager des titres ou d'autres contenus sur le web, a été très utilisé sur les sites Web comme les e-zines, BBC ou CNN.

Le besoin d'avoir accès aux sources alternatives s'est fait vite sentir. Quelques sites intéressants et demandés sont : clandestineradio.com et des stations de radio d'irakiens dissidents,

¹⁴ *Iraq News* :

<http://www.idleworm.com/nws/2003/qusay/qusay.shtml>

http://www.internetweekly.org/iwr/parody_archive.html

¹⁵ Hertoghe, Alain. *La Guerre à outrance*, Calmann-Lévy, 2003

¹⁶ <http://www.english.aljazeera.net>

¹⁷ <http://reuters.freedom.com>

L'année des TIC 2003 :

Télécom - Electronique - Informatique - Médias - Internet

antiwar.com, vigirak.com, indymedia.org ; mais aussi des sites étrangers : comme celui du *Guardian* qui a été très apprécié par les internautes anglais et même américains, sans oublier celui de la BBC.

Pour la première fois les *blogs* (« carneticiels »), ou plus précisément des *warblogs* ont contribué à fournir de l'information. Information directe, style biaisé et non professionnel, passionné, le *blog* passe directement de l'auteur au consommateur. Les mensonges pouvaient y figurer également ! On pouvait trouver des *blogs* de plusieurs types d'individus : des journalistes, un photographe, des soldats américains, un parlementaire britannique, des dissidents irakiens ou même des résidents de Bagdad, exprimant ainsi une grande variété de voix et de points de vue sur la guerre¹⁸. Seulement 4 % des internautes américains ont consulté un *blog*, d'après une étude de l'Institut Pew vers le début de la guerre.

Les Américains et les médias au Moyen-Orient

Pour présenter leur propre point de vue et leur culture dans un champ médiatique dominé par leurs adversaires, et pour prendre le relais de la vieillissante *Voice of America*, les Etats-Unis ont créé plusieurs médias diffusés dans la région :

- *Radio Sawa* (en 2002) : radio jeune de divertissement et musique
- *Hi* (en 2003) : mensuel pour les jeunes
- *Metna* (Middle East Television Network, fin 2003)

En Irak, la liberté de la presse étant revenue - seuls quelques médias étant interdits - plus de 150 publications se sont créées. Les Américains subventionnent des médias locaux et ont leur propre groupe (*Iraqi Media Networks*) qui diffuse des radios nationales, une chaîne de télévision et un quotidien.

La guerre était non seulement militaire mais psychologique et informationnelle. Les militaires américains ont lancé aussi leur campagne de guerre informationnelle, visant des adresses électroniques et en envoyant des spams demandant aux Irakiens de contacter l'ONU s'ils voulaient passer de l'autre côté. Sur www.psywarrior.com, site dédié à la guerre psychologique, on peut voir des tracts qui ont déferlé sur l'Irak. Deux sites importants ont été [infoguerre.com](http://www.infoguerre.com) sur la guerre de l'information et [vigirak.com](http://www.vigirak.com) qui a traqué la désinformation.

¹⁸ Voir : <http://www.warblogs.cc/>, <http://www.back-to-iraq.com/>, <http://www.warblogging.com/>

L'année des TIC 2003 :

Télécom - Electronique - Informatique - Médias - Internet

Les journalistes, comme les militaires, ont bien profité des TIC. Plus de 600 journalistes embarqués (*embedded journalists*) dans l'armée américaine, pour la première fois avec l'approbation du gouvernement, ont rapporté en direct. Quelques-uns ont fait un *warblog* dans leurs heures de liberté. Certains journalistes ont disposé d'équipements très performants. Par exemple : camion 4 x 4 camouflé (*humvee*) équipé pour réaliser des reportages et envoyer le produit fini par courriel sur le téléphone satellite. Ou la valise émettrice, solution légère, qui s'appelle *IPT suitcase* de Swe-Dish Satellite... ou *Laptop News Gathering System*, un téléphone par satellite qui peut assurer la diffusion complète¹⁹.

Autres sources

- Les Américains et l'utilisation de l'Internet pour l'information et la communication : Rainie, Lee. et al. « The Internet and the Iraq War ». Pew Internet & American Life. Washington D.C. : Pew Internet. April 1, 2003. <http://www.pewinternet.org>
- Excellent site sur la communication informelle : « War Beyond the Box ». Site Web réalisé par le *Center for Social Media*, American University, Washington D.C. <http://centerforsocialmedia.org/warbeyondbox/about.htm>
- Infoguerre relate la guerre de l'information : <http://www.infoguerre.com>

Sécurité

Le monde, et surtout l'économie, dépendent beaucoup des réseaux de communication et de l'information. En temps de guerre les réseaux et leurs contenus sont devenus une extension du champ de bataille. La distinction entre les vraies informations et les fausses, la possibilité pour l'ennemi de communiquer sont des points cruciaux.

Aux Etats-Unis, comme dans beaucoup de pays, la Toile a été étroitement surveillée. Dans le cadre du *Homeland Security Act*, dont le but est d'empêcher des nouvelles attaques terroristes, on a créé le *National Infrastructure Protection Center*²⁰ pour veiller à la protection des infrastructures dont celle des télécommunications. Cependant des attaques ont été lancées des deux côtés, par plusieurs groupes ou individus officiels ou non, de plusieurs façons : perturber le fonctionnement et dégrader le site web (de plusieurs agences de l'administration américaine ainsi que ceux des

¹⁹ Swe-Dish : <http://www.swe-dish.com>

TVZ, société anglaise: <http://www.tvz.tv/>

²⁰ <http://www.nipc.gov>

L'année des TIC 2003 :

Télécom - Electronique - Informatique - Médias - Internet

grandes entreprises ; ceci s'appelle *web site high jacking* en anglais qui peut se traduire par détournement des sites web), « coller » le drapeau américain et une bannière sur un site (« Let Freedom Ring »), prendre le contrôle du nom de domaine, répandre des virus, et intercepter des données confidentielles. L'activisme patriotique (*patriot hacking*), c'est-à-dire lancer des attaques contre l'ennemi au nom du patriotisme, a rappelé le *National Infrastructure Protection Center*, est illégal.

L'après-guerre

Les TIC sont aussi au service du nouvel Irak. Pour planifier la reconstruction du pays, l'aménagement des infrastructures, le développement économique et l'étude de l'environnement associé, on a choisi Geobook de Space Imaging, logiciels en 3D. Des cybercafés établis par des Kurdes se sont ouverts à Bagdad, (une trentaine en octobre 2003), d'un coût de 300 dinars (1,5 euros environ de l'heure). Ils permettent aux Irakiens de communiquer avec des membres dispersés de la famille surtout en exil, souvent par chat, ou de découvrir des sites pornographiques autrefois interdits. La mise à sac du musée national à Bagdad ainsi que le pillage de nombreux sites archéologiques ont incité à s'organiser sur le Web pour retrouver des objets de patrimoine culturel irakien pillé. L'UNESCO s'est très tôt impliqué et le site d'Interpol affiche des pièces pillées. D'autres sites d'instituts prestigieux participent également à la recherche mais aussi à la constitution d'une base de données des objets des bibliothèques, musées et sites historiques irakiens.

Voir sur les richesses culturelles de l'Irak et leur pillage :

- Interpol : <http://www.interpol.com/Public/WorkOfArt/Iraq/Gallery.asp>
- The Oriental Institute à Chicago :
<http://www.oi.uchicago.edu/OI/IRAQ/iraq.html>
- Le musée de l'Université de Pennsylvanie
<http://www.museum.upenn.edu/new/research/iraq/index.shtml>
- ECAI Iraq, est un portail « temporel spatial » qui fait un lien avec d'autres ressources numériques existantes. On clique sur une carte, interactive, temporelle, thématique.
http://ecai.org/iraq/about_site.html.

L'année des TIC 2003 :

Télécom - Electronique - Informatique - Médias - Internet

Domaines en devenir : du .af au .iq

Patrick Maignon

Le domaine national .AF avait été délégué en 1997 à un particulier afghan. Celui-ci ayant disparu sous le régime des Talibans, où l'usage du mail et du web était passible de peine de mort, des expatriés avaient repris possession du suffixe. A la fin de la guerre, l'Autorité Intérimaire a confié au PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) la tâche de le réactiver. Le .AF a ainsi été redélégué par l'ICANN au Ministère des Communications Afghan en janvier, et l'organisme chargé de son fonctionnement AFGNIC est opérationnel depuis le 10 mars, jour où le PNUD a remis au Ministre des Communications une plaque symbolique portant l'inscription «.AF» ! Bien sûr, avec un Internet limité à quelques cybercafés à Kaboul, le nombre de domaines déposés est encore bien faible...

Sur les deux serveurs DNS principaux de la zone afghane, offerts par Sun Microsystems, l'un est hébergé à l'ONU et l'autre se trouve effectivement à Kaboul où le personnel technique est en cours de formation. Plusieurs serveurs secondaires sont également disponibles, dont un en France géré par l'AFNIC. Les domaines sont attribués librement (sous réserve de «contenus sexuellement offensants et autres délits selon les lois locales»), sans restriction de présence nationale. Les tarifs sont cependant 5 fois plus élevés pour un client étranger que pour un Afghan (100 contre 20 \$/an pour un domaine commercial .COM.AF).

La saga du .IQ est encore plus épique. Il avait été délégué en 1997, alors que l'Irak n'avait pas accès à Internet, à un particulier résidant au Texas. Le contact technique du domaine était M. Elashi, un Palestinien de 48 ans vivant aux Etats-Unis depuis 1977, informaticien et directeur de plusieurs sociétés d'hébergement web, principalement centrées sur le monde arabe. En janvier 2002, on ne recensait que 225 noms déposés dans la zone irakienne, à cause semble-t-il de conditions drastiques imposées par les Américains. En décembre 2002, M. Elashi et ses frères ont été arrêtés pour soutien financier à des organisations terroristes (Hamas) et exportation illégale de matériels informatiques. La zone est depuis lors inactive.

Qui donc reprendra l'extension ? Le ministère des communications irakien prévoit de demander la redélégation du suffixe, mais l'ICANN attend qu'une autorité stable émerge en Irak. Les Nations Unies n'ont actuellement pas de projet analogue à leur prise en main du .AF, et les Américains semblent avoir d'autres priorités. Un FAI anglais vient en outre de proposer de vendre aux enchères les noms de domaine .IQ à des sites basés sur l'intelligence (*Intellectual Quotient*), sur le modèle des .TV de l'archipel de Tuvalu ! A suivre donc...



N.B. Les documents de ce site sont sous [Creative Commons License](#)

